

ARGENTINA

El debate inesperado sobre el aborto en Argentina

TheNewYorkTimes, Por JORDANA TIMERMAN 19 de mayo de 2018

Los legisladores se preparan para discutir varias propuestas de ley que legalizarían el aborto dentro de las primeras catorce semanas de embarazo. La Cámara de Diputados tiene planeado votar sobre el tema el mes próximo. Si la ley se aprueba, Argentina se convertiría en el país más poblado de América Latina en permitir que las mujeres interrumpieran embarazos, en una región que se inclina hacia la prohibición absoluta.

Sorprende el hecho de que este país de pronto se vuelva un ejemplo regional a favor del derecho a decidir. La década pasada, más o menos, marcó el comienzo de una serie de reformas progresivas en el país que incluyen el matrimonio igualitario, los derechos de las personas transexuales y políticas sobre educación sexual. Sin embargo, antes de esta primavera, el aborto estaba fuera de toda cuestión debido a una combinación de falta de voluntad política y oposición de la influyente Iglesia católica, que lucha en el lugar de origen del papa Francisco.

No obstante, el tema se puso a discusión inesperadamente en marzo, cuando el presidente conservador Mauricio Macri abrió el Congreso con una invitación para que los legisladores debatieran el problema, aunque se aseguró de agregar una advertencia protectora de que él mismo está totalmente "a favor de la vida". Los comentaristas sorprendidos e incrédulos calificaron el movimiento de Macri como una estrategia política: un debate sobre el aborto podría ayudar a que se desvíe la atención de los problemas económicos en Argentina, como la creciente inflación y el impopular aumento a las tarifas de servicios públicos y transporte.

Aunque también pudo haberse hecho con miras a cambiar la opinión pública. Varias encuestas señalan que la mayoría de la población actual apoya la descriminalización del aborto, con un porcentaje mayor entre votantes jóvenes y aquellos con niveles educativos más altos.

La zambullida nacional en el debate sobre el aborto también es consecuencia de casi tres años de activismo público sin precedentes por parte de las argentinas, reunidas bajo la consigna de Ni Una Menos.

La desilusión: el nuevo enemigo de Macri

Se mantiene la insatisfacción hacia el presente. La mayoría de argentinos duda de que eso vaya a cambiar.

https://elpais.com/internacional/2018/05/24/argentina/1527114823_217622.html

CHILE

Catorce sacerdotes suspendidos en Chile por denuncias de abusos sexuales

El escándalo estalla en un momento especialmente delicado para la Iglesia chilena, después de que los 34 obispos del país dimitieran forzados por el Papa.

https://elpais.com/internacional/2018/05/23/america/1527042814_750171.html

COLOMBIA

Las ideologías que marcan el voto en Colombia

Elpais.es, 25/05/18

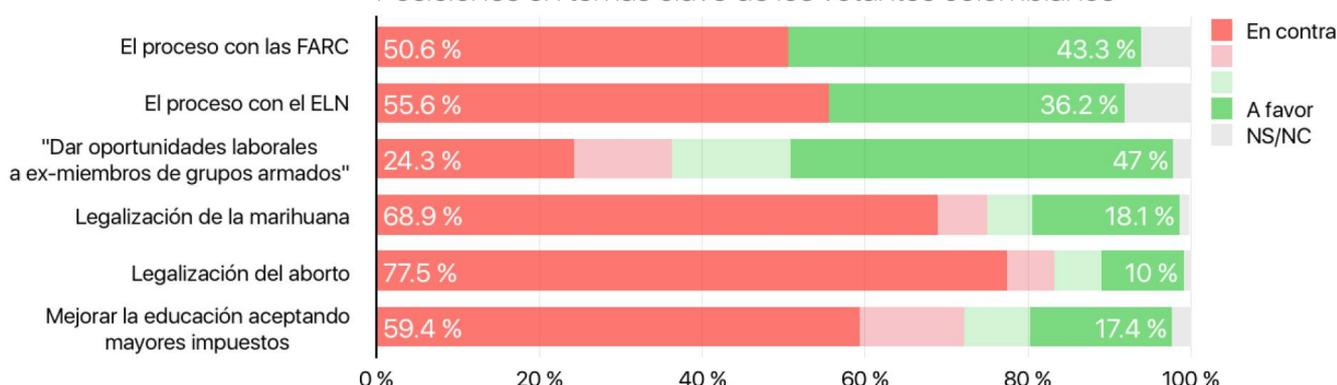
Los votantes tienen un sesgo mayoritariamente conservador, pero el país se divide por mitades con respecto a la negociación con las FARC.

Un 77,5% de los votantes colombianos se declara muy en contra del aborto. Un 69%, de la legalización de la marihuana. Y hasta casi un 60% no estaría para nada dispuesto a aceptar mayores impuestos a cambio de una mejora en la educación. Tales son los resultados de una encuesta realizada recientemente por Cifras & Conceptos, que vendría a revelar el grado de conservadurismo del votante. Es importante destacar esta palabra: votante. El sondeo se centra en personas cuya probabilidad de asistir a las urnas es alta o muy alta, lo cual se corresponde a grandes rasgos con la mitad de la población (la participación electoral en Colombia suele estar alrededor o por debajo del 50%).

Estamos hablando de personas con un mínimo grado de movilización política. Que, definitivamente, tienen un sesgo conservador. Salvo en la cuestión de las negociaciones con las guerrillas: ahí, sobre todo en el proceso con las FARC, la división de opiniones viene a reproducir la que ya conocimos en el plebiscito de 2016, o en la segunda vuelta de 2014: las dos mitades de Colombia.

El mapa ideológico en Colombia

Posiciones en temas clave de los votantes colombianos



Fuente: encuesta Cifras & Conceptos, abril 2018. Las preguntas sobre el proceso con las FARC y el ELN comprende dos posiciones: a favor o en contra. Las otras comprenden una gradación de cuatro posiciones.

Jorge Galindo | EL PAIS

Comment l'OCDE peut aider à sauver des vies en Colombie

Hrw.org, Juan Pappier, 14/03/18

Dans les prochaines semaines, le président de la Colombie Juan Manuel Santos pourrait concrétiser l'une de ses plus anciennes ambitions : que son pays soit admis comme **État membre à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)**. Cette prestigieuse **organisation internationale, qui regroupe principalement des pays à revenu élevé**, promeut des politiques visant à améliorer le bien-être des populations mondiales sur les plans économique et social.

La Colombie est un pays marqué par de profondes inégalités, comme j'ai pu le constater en me rendant sur place à maintes reprises pour Human Rights Watch. Le contraste n'est peut-être nulle part aussi saisissant que dans La Guajira, où sévit une crise alimentaire qui n'a que trop duré et qui était largement évitable. Dans cette province septentrionale, **les Wayuu, le plus grand peuple indigène du pays, souffre de malnutrition aigüe**, aggravée voire provoquée par de graves dysfonctionnements en termes de gouvernance. L'accès limité à l'eau et aux vivres a déjà coûté la vie à des dizaines d'enfants.

Il y a 20 ans, beaucoup estimaient que la Colombie risquait de devenir un État défaillant. Les progrès accomplis depuis, notamment la fin de la guerre contre les FARC, sont indéniablement impressionnants. Pourtant, **dans des régions comme La Guajira, les gens se sentent abandonnés par leur propre gouvernement**.

Lors de ma première visite à La Guajira en août 2016, Jorge, un enseignant âgé de 32 ans, m'a décrit la vie en situation de crise. Il enseignait dans une « école », faite de quatre poteaux, d'un vieux tableau noir et de caisses de bière en guise de chaises. Ses élèves arrivaient en retard parce que le puits de leur communauté s'était asséché et qu'ils avaient dû se mettre en quête d'eau pour leurs familles. Beaucoup pleuraient à cause de la faim. « **On mange quand on peut**, c'est pareil pour tout le monde dans notre communauté », m'a confié Jorge.

J'ai constaté des conditions similaires dans de nombreuses autres communautés de La Guajira. Selon les données officielles, au moins **91 enfants autochtones sont morts de malnutrition depuis 2016**.

La Cour constitutionnelle colombienne a ordonné en août 2016 au gouvernement de prendre des mesures immédiates et aussi de plus long terme pour endiguer la crise. D'après la Cour, les plans du gouvernement pour protéger les enfants n'ont pas encore produit résultats tangibles. En février 2017, le gouvernement a annoncé qu'il interviendrait pour fournir de l'eau potable et des services de santé dans la province. Pourtant, lorsque je suis retourné à La Guajira en juin 2017, **l'action gouvernementale était encore insuffisante. Nombreux étaient les médecins à manquer de médicaments pour soigner les enfants ; les programmes alimentaires visant à aider ces derniers étaient souvent insuffisants et plusieurs puits étaient hors-service ou ne pompaient que de l'eau salée.** « Même les animaux ne veulent pas la boire », m'avait dit un habitant.

Pire, **des politiciens et entrepreneurs corrompus de La Guajira auraient détourné des millions de dollars affectés à l'amélioration des moyens de subsistance des Wayuu et à garantir leur accès aux services de base.** D'une communauté à l'autre, j'ai découvert des puits et des cliniques qui auraient pu contribuer à résoudre la crise, s'ils avaient fonctionné correctement. Les habitants mettent en cause la corruption. « C'est comme si quelqu'un avait tissé une toile d'araignée au-dessus de nous, et que rien ne nous parvenait jamais », m'a expliqué un enseignant.

De nombreux procureurs font de leur mieux pour enquêter sur cette corruption, quitte à recevoir des menaces de mort. Mais leur **charge de travail écrasante – l'un d'entre eux m'a confié avoir plus de 500 dossiers en attente** – les condamne à l'échec. Seule une poignée de condamnations a été obtenue à ce jour.

Le processus d'adhésion à l'OCDE pourrait être l'occasion de faire pression sur le gouvernement pour qu'il fasse davantage pour les Wayuu. Le Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE, l'une de celles qui évalueront la demande d'adhésion de la Colombie, tente de déterminer si le pays adopte des « mesures destinées à aider les personnes sans emploi et autres groupes vulnérables à lutter contre la pauvreté ».

J'ai récemment participé à une délégation de Human Rights Watch à Paris pour demander aux **États membres de l'OCDE de se pencher sur la crise et d'obtenir de Bogota l'assurance que des mesures sérieuses seront prises pour y remédier.** De nombreuses délégations ont été surprises d'apprendre l'existence en Colombie de tels niveaux de pauvreté et de mauvaise gouvernance. D'autres semblaient penser que les progrès de ce pays méritaient une reconnaissance générale de la part de l'OCDE.

Le processus d'adhésion de la Colombie à l'OCDE peut certainement être l'occasion de célébrer le développement du pays, mais aussi celle de répondre à cette crise grave. Le Secrétaire général de l'organisation, Angel Gurría, se plaint à dire que le **processus d'adhésion à l'OCDE présente pour les pays une « dimension transformative », en les aidant à améliorer l'état de droit et leur économie.** L'OCDE pourrait se montrer à la hauteur de cet engagement en veillant à ce que davantage soit fait pour les populations en détresse comme les Wayuu.

Première présidentielle d'après FARC en Colombie: un "appel d'air" politique ?

France Culture, 28/05/18, Les enjeux internationaux, Podcast de 9mn (à écouter sur le site)

Plus de 41 % des voix pour Ivan Duque, candidat du Centre Démocratique – la droite colombienne – contre 25 % pour Gustavo Petro et son parti Colombie Humaine, candidat de gauche : le match inédit. Il oppose d'un côté un avocat libéral qu'on présente comme le dauphin (« marionnette » disent ses détracteurs, « Macron d'Amérique Latine » affirment ses promoteurs) du prédécesseur du président sortant Santos, la figure encore tutélaire d'Alvaro Uribe ; de l'autre, un ancien maire à succès de Bogota, au programme social poussé et surtout ancien militant du mouvement de guérilla M 19.

Une droite renouvelée, une gauche qui ne fait plus peur : après déjà le bouleversement aux législatives du 11 mars (et la montée en puissance très forte du parti de droite dure Cambio Radical de l'ancien Vice Président German Vargas Llera), ce sont les premiers effets de l'accord de paix avec les FARC conclu il y a un an et demi. Ces élections sont aussi les dernières pour le principal artisan de cet accord, le président et prix Nobel de la Paix Juan Manuel Santos.

Santos avait mené une double politique de pacification et de normalisation : envers deux des voisins immédiats : Venezuela et Equateur, avec lesquels les tensions étaient fortes sur la fin du mandat d'Alvaro Uribe, et avec les FARC et l'autre groupe armé du Nord de la Colombie, l'ELN – en pourparlers, et qui a décrété un cessez-le-feu pour ne pas perturber le scrutin.

Même contesté par Ivan Duque, l'accord de paix a libéré de la place pour le débat : d'abord avec 5 candidats au premier tour, le jeu est très ouvert ; ensuite cette campagne a été marquée par le retour des thèmes sociaux dans le débat : corruption, inégalités, meurtres, relations avec le Venezuela.

Enfin ce 1er tour donne à la gauche colombienne une chance sérieuse de gouverner : de ce point de vue le 3ème candidat de ce premier tour, l'ancien maire de Medellin Sergio Fajardo qui obtient plus de 23 % des suffrages, sera l'arbitre incontournable, il se positionne plutôt au Centre Gauche et cumulerait avec Gustavo Petro près de 49 % des votes : plus qu'Ivan Duque dont la marge de progression est plus faible.

Le passage au pouvoir d'un gouvernement de gauche ferait de la Colombie une exception dans l'Amérique Latine post-bolivarienne qui revient à droite ; il devrait aussi cohabiter avec un Parlement largement acquis aux conservateurs.

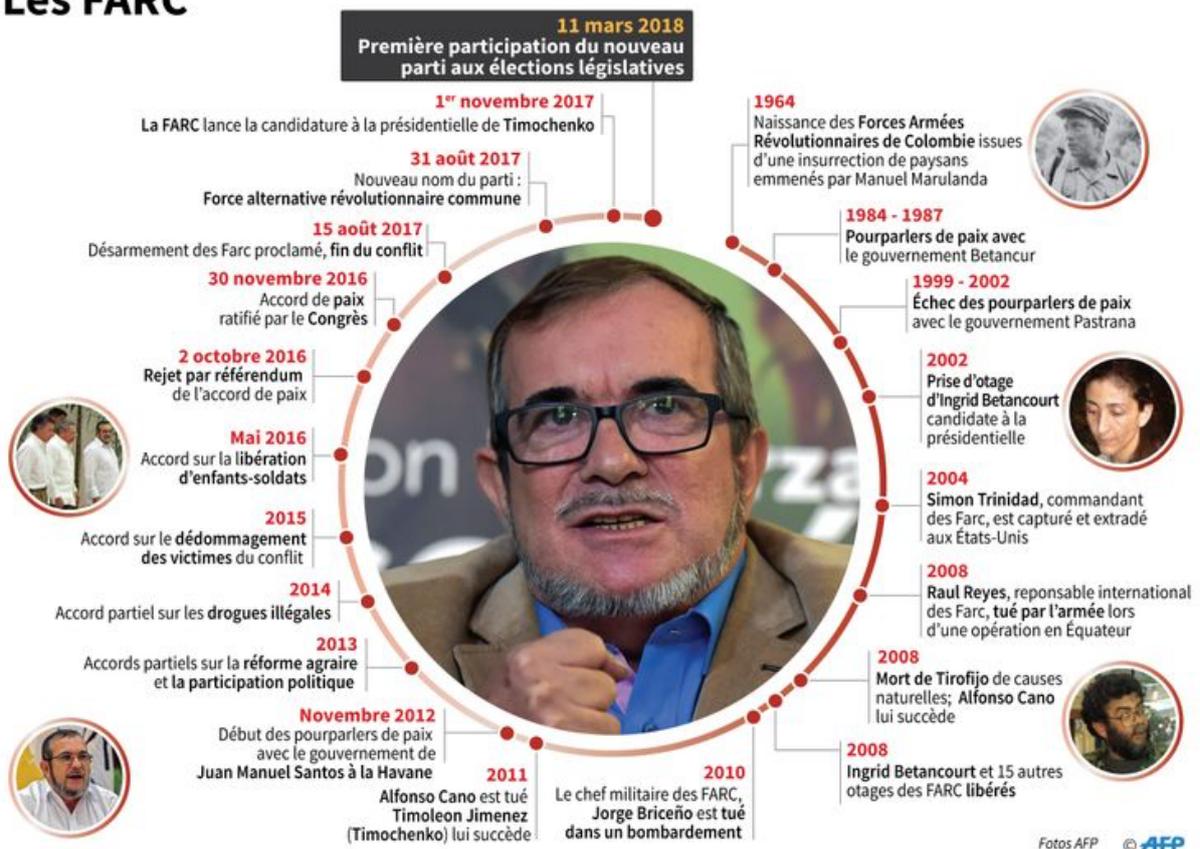
Dernier signe : la participation de 53 % n'a jamais été aussi forte pour une présidentielle. De même que lors d'autres scrutins dans le monde (Irlande), la jeunesse pourrait être le deuxième arbitre et il y a une certaine urgence économique et sociale : la croissance colombienne est en perte de vitesse en 2017 et la troisième économie d'Amérique Latine est aussi la troisième la plus inégalitaire.

Une chose est sûre, quel que soit le résultat du second tour : ce ne sera pas la continuité. L'accord de paix va-t-il résister ? 36 millions d'électeurs doivent en décider le 17 juin dans 3 semaines.

Regardez la **vidéo** de Mediapartlive sur la page de France Culture ci-dessous, intitulée « Colombie-Venezuela : les crises politiques de l'Amérique Latine, qui traite des **migrations forcées actuelles sur le continent** ».

<https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/colombie-un-appel-dair-politique>

Les FARC



CUBA

Cuba: ¿'díaz' nuevos?

¿Leerá Díaz-Canel la realidad pasando de ser el “protegido” del sistema a construir su propia legitimidad sobre las vías de cambio que le exige la historia?

https://elpais.com/internacional/2018/05/31/america/1527802465_755895.html

En Cuba, un dinosaurio ungió a un ‘bebesaurio’

Andrés Oppenheimer, El Nuevo Herald, el 19 de abril de 2018

La transferencia del dictador militar cubano Raúl Castro de uno de sus muchos cargos –de hecho, el menos importante– a Miguel Díaz-Canel ha sido descrita por varios presidentes y muchos medios internacionales como un “traspaso de poder”, una “transición” y el inicio de “una nueva era” en la isla. Con el debido respeto a todos, ¡eso es ridículo! Castro, de 86 años, mantendrá sus dos puestos más importantes: el de jefe del Partido Comunista, que según la Constitución del régimen cubano es la “fuerza dirigente superior de la sociedad y el Estado”, y el de Comandante Supremo de las Fuerzas Armadas. Díaz-Canel, quien cumple 58 años el domingo, fue nombrado presidente, el tercer cargo más importante en Cuba. Se trata en buena medida de un cargo ceremonial: sus posibilidades de cambiar algo son prácticamente nulas hasta tanto Castro se muera o se retire de su cargo como jefe del todopoderoso Partido Comunista, lo que podría ocurrir en tres años. El propio Díaz-Canel dijo en su discurso de inauguración el jueves que su trabajo será preservar la dictadura cubana de casi seis décadas de antigüedad. Díaz-Canel dijo que “el mandato dado por el pueblo a esta legislatura es la continuidad de la revolución cubana”. ¿Mandato dado por el pueblo? ¡Qué disparate! El pueblo cubano no ha tenido una sola elección libre en casi 60 años. Todos los partidos de oposición y periódicos independientes o medios electrónicos están estrictamente prohibidos. Las personas que no están de acuerdo con el credo oficial del régimen militar son calificadas de agentes del imperialismo, enemigos del pueblo y perseguidos. Y la Asamblea Nacional del Poder Popular de Cuba, la legislatura mencionada por Díaz-Canel, es una broma: no hay un solo legislador opositor. Un total de 603 de los 604 legisladores votaron por Díaz-Canel. Sorprendentemente, incluso algunos gobiernos latinoamericanos que han tomado una posición firme por la restauración de la democracia en Venezuela han felicitado a Cuba por el nombramiento de Díaz-Canel. ¿Qué hay para felicitar a Díaz-Canel? ¿El hecho de que haya trabajado toda su vida para uno de los regímenes totalitarios más antiguos del mundo? ¿El hecho de que en su discurso inaugural juró preservar un régimen que el año pasado encarceló o detuvo por razones políticas a un récord de 9.940 personas, según la Comisión Cubana de Derechos Humanos y Reconciliación Nacional? Muchos argumentan que la designación de Díaz-Canel es “histórica” porque será el primer presidente cubano en la historia reciente cuyo apellido no será Castro, y porque representa a una generación más joven que podría estar más abierta al cambio. Según esta línea de pensamiento, el hecho de que Díaz-Canel no

haya dado ninguna señal en su discurso inaugural de que podría convertirse en un reformador no significa nada, porque hacer eso equivaldría a su muerte política en la Cuba de Castro. El ex líder de la Unión Soviética, Mijail Gorbachov, era un apparatchik obediente del Partido Comunista gobernante hasta el día en que se convirtió en líder del partido, y comenzó a abrir el sistema político y económico de Rusia, señalan muchos. Eso es cierto. Nadie puede descartar que Díaz-Canel se convierta algún día en el Gorbachov de Cuba. Pero lo más probable es que, al menos durante los próximos tres años, mientras Castro siga siendo el máximo líder en su calidad de jefe del Partido Comunista, Díaz-Canel seguirá siendo un opaco obsecuente de Castro. A lo sumo, Díaz-Canel será un “bebesaurio” que reemplazará a un dinosaurio en uno de sus cargos menores. En lugar de felicitarlo por su ridícula “elección”, los presidentes extranjeros deberían enviar a Díaz-Canel una fuerte señal de que en el siglo XXI ya no hay lugar para regímenes totalitarios que no permiten partidos de oposición ni la libertad de expresión. Y nosotros en los medios deberíamos llamar al régimen cubano por lo que es bajo la definición de cualquier diccionario: una dictadura.

EL SALVADOR

“El Salvador vive una situación como la que lo llevó a la guerra civil”

El exalcalde de San Salvador alerta de los perjuicios de la alta tasa migratoria del país.

https://elpais.com/internacional/2018/05/18/actualidad/1526673541_527795.html

COSTA RICA

Costa Rica : les chantiers qui attendent le nouveau président

A 38 ans, Carlos Alvarado, ancien journaliste et fan de rock, a remporté dimanche la présidentielle sur fond de divisions, dans un pays au déficit record.

LE MONDE | 02.04.2018 Par Frédéric Saliba (Mexico, correspondance)

Carlos Alvarado a été largement élu à la tête du Costa Rica, au second tour de la présidentielle, dimanche 1er avril.

« Mon devoir est d’unir le pays ! », a répété Carlos Alvarado après avoir remporté, dimanche 1er avril, l’élection présidentielle au Costa Rica. Une **victoire écrasante (60,7 % des voix)** pour l’ancien ministre du travail de **centre gauche**, à l’issue d’une **campagne chamboulée par le conservatisme évangélique**. A 38 ans, **cet ancien journaliste a bénéficié d’un « choc religieux » qui a divisé le pays, éclipsant le**

bilan critiqué du gouvernement. Mais des chantiers colossaux l'attendent pour sauver un Etat providence unique dans la région.

Fan de rock et auteur de trois romans, le **candidat du Parti action citoyenne (centre gauche, au pouvoir)** s'est posé en rempart contre la « menace fondamentaliste » incarnée par son adversaire homonyme, Fabricio Alvarado (39,3 %), prédicateur et chanteur néopentecôtiste. Comme l'autre finaliste surprise, Carlos Alvarado était crédité, à la fin de 2017, de moins de 5 % des intentions de vote. Les deux outsiders sans lien de parenté ont pourtant remporté, le 4 février, le **premier tour du scrutin, excluant de la course présidentielle les deux partis traditionnels**, Libération nationale (PLN, social-démocrate) et Unité sociale chrétienne (PUSC, droite), **qui s'étaient partagé le pouvoir de 1948 à 2014.**

Un événement a fait basculer la campagne en leur faveur. Le 9 janvier, la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a exhorté le Costa Rica à reconnaître le mariage pour tous. L'opposition virulente de Fabricio Alvarado, candidat du Parti Restauration nationale (PRN, chrétien conservateur), contre la décision de la CIDH, a polarisé les 3,3 millions d'électeurs, dont 62 % sont catholiques et 22 % évangéliques. « L'un a **rallié** les évêques et les pasteurs à sa cause ; l'autre, **les forces progressistes**, explique le sociologue Carlos Sandoval. **Ce "choc religieux" a fait oublier le mécontentement envers le gouvernement sortant** », dont Carlos Alvarado a été ministre du développement social (2014-2016) puis du travail (2016-2017).

Quatre ans plus tôt, le président Luis Guillermo Solis (2014-2018), issu du PAC, mettait fin au bipartisme du PLN et du PUSC en promettant de lutter contre la corruption. Mais un scandale de conflit d'intérêts a entaché l'image de renouveau du gouvernement, incapable de réduire la pauvreté extrême (6 %), le chômage (9,3 %) et la violence galopante (12 homicides pour 100 000 habitants). « Je ne suis pas M. Solis », a répété, durant la campagne, le candidat du PAC, prenant ses distances avec son mentor politique.

Elu pour quatre ans, le nouveau président hérite d'un déficit fiscal record (6,2 % du PIB) et d'une dette publique de plus de la moitié du PIB.

Elu pour quatre ans, le nouveau président hérite d'un déficit fiscal record (6,2 % du PIB) et d'une dette publique de plus de la moitié du PIB. **La crise des finances de l'Etat menace la survie des services publics d'éducation et de santé, instaurés après l'abolition de l'armée en 1948.** « Sans majorité législative, il va devoir négocier une réforme budgétaire », souligne le politologue Constantino Urcuyo. Le 4 février, le PAC a décroché 10 des 57 sièges de députés à l'Assemblée unicamérale, au premier tour de l'élection jumelée avec les législatives.

Au début de mars, Carlos Alvarado a noué une alliance avec Rodolfo Piza, candidat malheureux du PUSC à la présidentielle. « Cette curieuse union avec un parti néolibéral a fait grincer des dents au sein de sa formation de centre gauche, souligne M. Urcuyo, qui précise que le PUSC (9 députés) et le PAC n'ont **pas de majorité législative**. Le nouveau président doit tendre la main aux dirigeants du PLN (17 députés), dont la plupart ont soutenu son adversaire. » L'intéressé assure « représenter une nouvelle génération dirigeante », disposée à « **gouverner avec les autres forces politiques** ».

Autre nouveauté issue du scrutin : la nomination d'Epsy Campbell, première vice-présidente afro-descendante de l'histoire du pays. « Je ne suis pas seulement la première du Costa Rica mais de tout le continent », s'est félicitée cette féministe de 54 ans, deux fois députées du PAC (2002-2006 et 2014-2018).

Défenseuses des minorités ethniques et sexuelles, Mme Campbell est une des personnalités politiques les plus populaires au Costa Rica.

Mais le « choc religieux » a incité M. Alvarado, partisan du mariage pour tous, à arrondir les angles pour élargir son électorat. Catholique non pratiquant, ce francophone, père d'un enfant, a notamment **pris position contre l'avortement**. « Ce grand écart va lui poser des problèmes de gouvernabilité », note M. Urcuyo, qui **prévoit des manifestations contre son programme d'austérité pour réduire la dette**. Après un scrutin qui s'est déroulé dans le calme, le nouveau président a appelé à « un gouvernement national » de coalition pour soigner les plaies de la plus ancienne démocratie d'Amérique latine.

GUATEMALA

Refrescos, 'ganchitos' y chucherías: la comida basura llega a los indígenas

Un estudio analiza los cambios en la dieta de las comunidades chortí , en Guatemala, que se relaciona con enfermedades como el sobrepeso y la obesidad

https://elpais.com/elpais/2018/05/16/planeta_futuro/1526474233_125002.html

NICARAGUA

Nicaragua: continúa la represión sin una salida a la vista

Podcast Noticias de América (radio francia internacional –rfi), 01/06/18

En Nicaragua, la violencia no cesa. La represión de las protestas contra el gobierno de Daniel Ortega, que llevan ya seis semanas, han superado a los 100 muertos y los heridos se cuentan por centenas. La CIDH y la secretaria general de la OEA anunciaron la creación un grupo de expertos independientes para investigar la violencia.

Este jueves nuevamente, 15 personas murieron por armas de fuego y hubo 199 heridos en los enfrentamientos en distintas ciudades del país. La Conferencia Episcopal de Nicaragua anunció que no reanudará el diálogo en busca de una salida a la crisis que atraviesa el país mientras "el pueblo siga siendo reprimido y asesinado".

Rassemblement géant pour la paix au Nicaragua

La contestation lancée par des étudiants contre une réforme des retraites est rapidement devenue une mobilisation générale pour dénoncer la confiscation du pouvoir par le président Daniel Ortega.

Le Monde.fr avec AFP | 29.04.2018

Des milliers de Nicaraguayens ont marché à Managua « pour la paix et la justice », samedi 28 avril, à l'appel notamment de l'Eglise catholique, beaucoup **demandant le départ du pouvoir du président Daniel Ortega et de son épouse après les manifestations qui ont fait quarante-trois morts dans le pays**.

La contestation lancée par des étudiants contre une réforme des retraites est rapidement devenue une mobilisation générale pour dénoncer la confiscation du pouvoir par le

président Daniel Ortega, un ancien guérillero de 72 ans, confronté à une vague de colère populaire sans précédent depuis son retour au pouvoir il y a onze ans. « Q'ils s'en aillent ! », lançait la foule à l'adresse du président Ortega et de son épouse, Rosario Murillo. « Nous n'avons plus peur, nous voulons un Nicaragua libre », a déclaré une manifestante, Rosa Herrera, 65 ans.

Mgr Brenes, au nom de la **conférence épiscopale, a accepté d'être médiateur dans le dialogue convoqué par le président Ortega**, mais il s'est donné un mois pour évaluer « s'il y a un réel engagement à respecter les accords ».

Il s'agit du **deuxième rassemblement de masse** dans la capitale nicaraguayenne depuis celui **d'hommes d'affaires** lundi pour rejeter les réformes du gouvernement et pour soutenir la jeunesse réprimée.

Les étudiants à l'origine des manifestations ont exigé samedi la création d'une commission indépendante d'enquête sur les violences meurtrières, condition sine qua non, selon eux, pour participer à un éventuel dialogue avec les autorités.

Los nietos (petits enfants) de la revolución

Elpais.com, 30/05/18 Sergio Ramírez (es escritor y premio Cervantes 2017)

Jóvenes lúcidos y sin artimañas políticas luchan por la democracia en Nicaragua

Los muchachos que han salido a las calles a dar la cara por Nicaragua, nacieron a partir de los años noventa, o en este mismo siglo, **y por lo tanto la revolución que derrocó a Somoza es un hecho ignorado para muchos de ellos**, o ha sido distorsionado por la propaganda oficial, lo que viene a ser lo mismo.

Son los nietos de una revolución lejana o ausente en su memoria, pero la llevan de todas maneras en los genes, porque aquella se hizo también por razones morales, ante el hastío frente a una dictadura familiar que se creía dueña del país, y cuando se vio amenazada no vaciló en recurrir a la represión más cruel. Y al exterminio.

La dictadura de Somoza marcó a los jóvenes como delincuentes, y la juventud se pagaba con la vida. Cada día aparecían cuerpos torturados y mutilados, o simplemente con un tiro en la cabeza, en la cuesta del Plomo, al occidente de Managua, una morgue a cielo abierto donde las madres iban en busca de sus hijos desaparecidos. Por eso, **el lema que se corea hoy en las marchas, “¡No eran delincuentes, eran estudiantes!”**, viene a resultar tan familiar, un eco que **conecta al pasado de los abuelos con el presente de los nietos**.

[...] Y hay que advertir, porque es esencial, que **entre una y otra lucha, la que culminó hace casi cuarenta años, en 1979, y la de ahora, hay una diferencia fundamental: los nietos pelean si armas de guerra**. Son los que han puesto los muertos, en una resistencia cívica sin precedentes, y de esta manera, aunque con dolor y sufrimiento, y sacrificio, le abren al país la oportunidad de un cambio político: el paso de la dictadura a la democracia, sin que medie una guerra civil.

Les Nicaraguayens manifestent contre le pouvoir, malgré l'abandon de la réforme contestée

Lepoint.fr, 24/04/18

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté lundi au Nicaragua, pour dénoncer la récente répression du mouvement de colère contre le projet de réforme des retraites, qui a fait 27 morts, en dépit de son retrait par le président Daniel Ortega.

Brandissant des milliers de drapeaux blancs et bleus, aux couleurs du pays, salariés, étudiants, paysans et entrepreneurs ont défilé dans les rues de la capitale, Managua, à l'occasion d'une "Marche pour la paix et le dialogue".

Des défilés similaires ont eu lieu dans d'autres villes du pays, comme Esteli et Matagalpa, dans le nord.

La manifestation avait été organisée à l'appel de l'organisation patronale COSEP - pourtant alliée du président Daniel Ortega depuis son arrivée au pouvoir il y a 11 ans.

"Assassins !", ont crié les manifestants en passant devant les locaux de la police nationale, tandis que les noms de certaines des victimes de la récente répression étaient affichés sur des banderoles.

L'appel à manifester avait été maintenu, bien que le chef de l'Etat eût annoncé dimanche qu'il **retirait sa réforme des retraites. Celle-ci prévoyait d'une part d'augmenter les contributions sociales des salariés et des employeurs afin de réduire le déficit de la Sécurité sociale, et d'autre part de réduire de 5 % le montant des pensions, sur recommandation du Fonds monétaire international (FMI).**

Contre le couple présidentiel

Le projet de réforme des retraites avait déclenché mercredi dernier une révolte des étudiants qui s'est rapidement propagée au reste de la population.

Lundi soir, après la grande manifestation de Managua, des policiers ont effectué une descente, pour la seconde nuit consécutive, dans les locaux de l'Université polytechnique de Malagua, épice centre du mouvement, où des étudiants se sont retranchés, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La persistance de la colère reflète un mécontentement plus général de la population, excédée par la détérioration de ses conditions de vie et par un gouvernement accusé de corruption.

Pour l'étudiant Clifford Ramirez il n'y a plus de retour en arrière possible: "Nous ne pouvons plus accepter ce gouvernement, nous manifestons pour que le couple Ortega-Murillo quitte le pouvoir".

Daniel Oretaga, le "Comandante" de 72 ans, l'un des chefs de la guérilla ayant mené la révolution sandiniste en 1979, en est déjà à son quatrième mandat, au côté de sa femme, poétesse excentrique de 66 ans.

"Les manifestations (...) sont contre un gouvernement qui nie la liberté d'expression, la liberté de la presse et celle de manifester pacifiquement", a déclaré à l'AFP Clifford Ramirez, étudiant en sciences politiques de 26 ans qui faisait partie des premiers à manifester.

Rappel pour comprendre le ras-le-bol contre la tentation dynastique des Ortega-Murillo au Nicaragua

Au Nicaragua, une élection présidentielle sans opposition

Le couple Ortega est en tête des intentions de vote, alors que leur principal adversaire a été éliminé pour une question de procédure.

LE MONDE | 04.11.2016

Pourquoi voter si le vainqueur est désigné ? », soupire Francisca, 48 ans, qui gère un petit restaurant à Managua, capitale du Nicaragua. Comme elle, 4,3 millions d'électeurs sont appelés aux urnes, dimanche 6 novembre, pour choisir leur président, leurs 90 députés et leurs vingt représentants au Parlement centraméricain. **Le chef de l'Etat, Daniel Ortega, candidat à un quatrième mandat, est assuré de l'emporter. Exclue d'un scrutin sans observateur indépendant, l'opposition dénonce une « farce électorale » et appelle à l'abstention.**

Seules les affiches électorales de M. Ortega et de la première dame, Rosario Murillo, candidate sur le ticket de son époux, envahissent les rues de Managua. **Les sondages annoncent leur victoire écrasante** au premier tour avec 52 % des voix, selon l'Institut Gallup, 69,8 % selon M&R Consultants. **Leur parti, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), issu de la révolution de 1979, est aussi assuré d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale.** « M. Ortega, qui contrôle les pouvoirs législatif, judiciaire et électoral, après deux décennies à la tête de l'Etat [1980-1990 et 2006-2016], vient de décapiter l'opposition », explique le politologue José Antonio Peraza.

Victime d'une manœuvre judiciaire, Eduardo Montealegre, son principal concurrent, s'est vu retirer, en juin, la représentation légale du Parti libéral indépendant (PLI), qui menait la coalition des forces d'opposition. En juillet, ses vingt-huit députés ont été destitués de leur mandat.

Seuls cinq partis satellites présentent des candidats. « C'est une illusion de pluralisme électoral », souligne M. Chamorro. Dans les rues de Managua, les badauds ne connaissent pas les noms de ces candidats, crédités ensemble d'à peine 15 % des intentions de vote. En outre, M. Ortega a interdit la présence d'observateurs nationaux et internationaux, lors d'un scrutin où son épouse se présente comme vice-présidente.

Selon la Constitution, Mme Murillo prendra les rênes de l'Etat en cas de défaillance de son mari, vieillissant (70 ans) et malade. « **Le régime autoritaire prend la voie d'une dictature familiale, dotée d'un parti hégémonique** », s'inquiète M. Peraza. De quoi provoquer l'ire de l'opposition, qui manifeste en province pour réclamer un nouveau scrutin démocratique, supervisé par des observateurs indépendants.

Cette levée de boucliers s'étend au-delà des frontières. Mercredi 2 novembre, John Kirby, porte-parole du département d'Etat américain, a exigé des élections « libres, justes et transparentes ». En septembre, **la Chambre des représentants des Etats-Unis a voté à l'unanimité un projet de loi, baptisé « Nica Act », visant à limiter les aides et prêts internationaux accordés au Nicaragua.**

« Une menace de poids pour le pays, puisque ces fonds, entre 250 et 300 millions de dollars [jusqu'à 270 millions d'euros] par an, financent les infrastructures », s'inquiète Carlos Tunnermann. L'ancien ministre de l'éducation et ambassadeur à Washington après la révolution, qui a quitté, en 1990, le FSNL, ajoute que « **la crise serait accentuée par la chute des pétrodollars du Venezuela, qui alimentent les programmes sociaux pour les pauvres** » – 39 % de la population.

MÉXICO

Manual para comprar elecciones mexicanas

29/05/2018, elpais.es

Un informe advierte del gasto ilícito en las campañas: por cada peso reportado hay otros 15 en la oscuridad

https://elpais.com/internacional/2018/05/29/mexico/1527612594_035899.html

(relisez bien le **padlet sur le blog concernant le Mexique, onget « América Latina en datos »**, pour connaître les candidats et les enjeux des prochaines élections de juillet 2018)

Los mexicanos: individualistas y salvajes

El mexicano hoy es un individuo enojado con lo público, abandonado por sus gobiernos y centrado en vivir su privacidad

https://elpais.com/internacional/2018/05/31/mexico/1527795694_719311.html

“Siento a la juventud mexicana amargada, asustada, con miedo”

La economista y fundadora del CIDE reflexiona sobre la realidad mexicana y la coyuntura electoral.

https://elpais.com/internacional/2018/05/28/actualidad/1527538858_641361.html

Jalisco, a la cabeza de la robótica en México

Más de 400.000 estudiantes han sido beneficiados con la inclusión de la tecnología en su formación académica.

https://elpais.com/internacional/2018/05/17/mexico/1526583719_442300.html

VENEZUELA

Maduro sobrevole una Práesidentielle boycottée par l'opposition

France Culture, Journal de 8H00, 21/05/18, Podcast (de 4mn, à écouter sur le site directement)

Nicolas Maduro est largement **réélu pour un deuxième mandat de six ans à la tête du Venezuela, avec avec 67,7% des voix**. Son principal adversaire, Henri Falcon, exige déjà "la tenue d'une nouvelle élection avant la fin de l'année", ne reconnaissant pas le processus électoral.

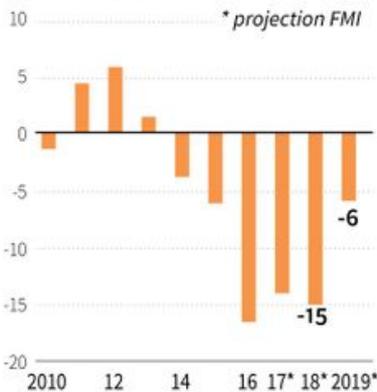
"Ils m'ont sous-estimé", a lancé, dimanche soir, Nicolas Maduro à ses partisans. Le président du Venezuela a été réélu jusqu'en 2025 grâce à une majorité écrasante (67,7%), **toute aussi écrasante que l'abstention (environ 52%)** l'opposition boycottant l'élection. Comment Nicolas Maduro a-t-il survécu à l'une des pires crises politique et économique traversée par le Venezuela? Nous rejoindrons notre correspondant à Caracas.

L'opposition - en exil ou en prison - avait boycotté le scrutin et le principal adversaire de Nicolas Maduro exige d'ailleurs "la tenue d'une nouvelle élection avant la fin de l'année". Henri Falcon accuse le gouvernement d'avoir fait pression sur les électeurs.

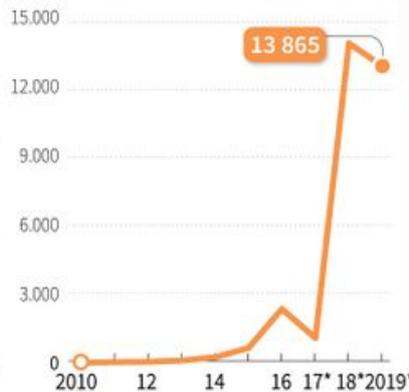
Venezuela

◆ Superficie : 916 445 km² ◆ Population : 30,6 millions

Évolution du PIB En %



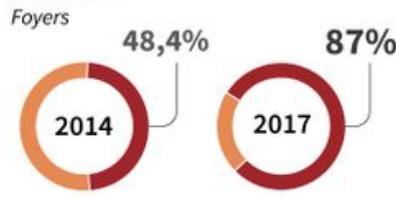
Inflation En %



Forces armées



Pauvreté**



- ◆ Réserves internationales 9 924 millions de \$ (à fin avril)
- ◆ Dette extérieure 150 000 millions de \$
- ◆ Déficit 21,2% du PIB (2017)

Électricité

99%



Pénurie de médicaments

85%



Analphabétisme 2013

3,9%



Homicides 2017

89 pour 100 000 hab



Insécurité alimentaire

80%

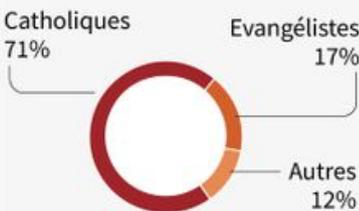


Réserves de brut
300 000 millions
de barils



Production
1,5 million
de barils / jour

Religion



Salaire minimum

2,5 millions de bolivars

au taux officiel (introuvable) = 36 \$

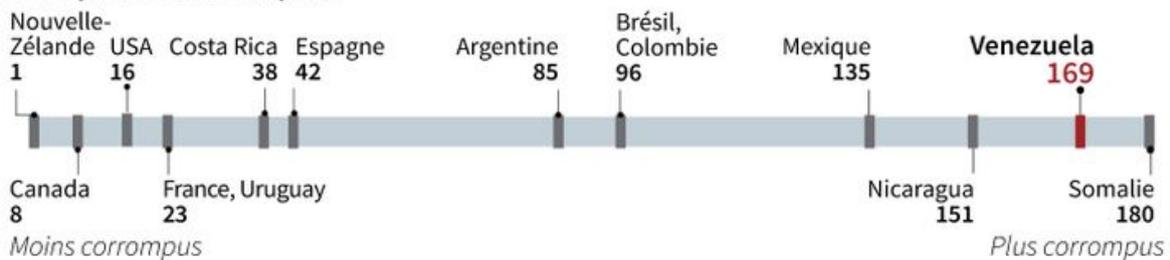


au marché noir

= 3 \$



Perception de la corruption



Sources : Banque centrale, Encovi 2017 (**), FMI, Banque mondiale, Federación Farmacéutica, Observatorio Venezolano de Violencia, Resdal, Transparencia Internacional (2017)

© AFP

Du chavisme au "madurisme" : où est passée la révolution bolivarienne?

Les enjeux internationaux, Podcast de 10mn (à écouter sur le site), 22/05/2018

68 % des voix mais 52 % d'abstention et une reconnaissance internationale faible : la réélection de Nicolas Maduro à la présidence du Venezuela était peut-être prévisible mais l'avenir du « madurisme » reste incertain. Que vaut la domination politique sans la révolution bolivarienne ?

« Ils m'ont sous-estimé » a déclaré hier Nicolas Maduro à ses partisans : après avoir déjà remporté les élections régionales et les municipales en fin d'année dernière, le Président et son parti le PSUV viennent de marquer leur domination sur la vie politique.

A l'issue de trois années de contestation et de crise, Nicolas Maduro sort donc apparemment renforcé mais sa victoire est fragile : délégitimée par un boycott de l'opposition et 75% d'impopularité selon un des principaux instituts de sondage (Datanalisis) ; discréditée sur la scène internationale (non reconnue par l'UE, le Groupe de Lima...) ; toujours engluée dans le différend avec les Etats-Unis (qui viennent de prendre de nouvelles sanctions).

Plus encore, ce scrutin – quelle que soit sa régularité – est difficilement transformable en politique sociale comme à l'époque chaviste. Depuis 2015 et la baisse des cours du pétrole (96% du PIB du pays), le Venezuela s'approche toujours de la rupture économique, 3 millions de ses habitants auraient déjà quitté le pays faute de services de base et de nourriture. Avec la remontée actuelle du baril à \$ 80 et une production journalière d'environ 1 500 000 barils, le Venezuela pourrait récolter 44 milliards de dollars en 2018. Il lui reste à payer une dette de 150 milliards, une amende de 2 milliards, et à relancer des services et une économie exsangues.

L'appauvrissement du pays, l'effondrement de la popularité du président et du PSUV, le resserrement autoritaire : malgré la victoire électorale, le mécanisme est inchangé et le président Maduro reste isolé sur la scène internationale, et de plus en plus dans son pays. « Tous avec Maduro, Loyauté et avenir », défendait le slogan de campagne du président : selon certains observateurs, ces dernières années ont conduit à l'institution d'un « madurisme ». Ce madurisme – c'est-à-dire le PSUV sans Hugo Chavez – est aussi un chavisme privé de révolution bolivarienne. Sans l'adhésion populaire, où conduira-t-il cette révolution ?